

AU TRIBUNAL COMMON PLEAS (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)

COMTÉ DE _____, OHIO

Partie demanderesse

N° de dossier : _____

Adresse (adresse postale protégée)

Juge/Magistrate _____

Ville, État, Code postal

contre

REQUÊTE EN DÉCISION D'OUTRAGE AU TRIBUNAL CONCERNANT UNE ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE FAMILIALE OU VIOLENCE DANS LES FRÉQUENTATIONS AMOUREUSES (R.C. 3113.31)

Partie défenderesse

Adresse

Ville, État, Code postal

SI VOUS DEMANDEZ QUE VOTRE ADRESSE RESTE CONFIDENTIELLE, VEUILLEZ INDIQUER UNE AUTRE ADRESSE POSTALE POUR RECEVOIR DU COURRIER EN SÉCURITÉ. SI VOUS PARTICIPEZ AU PROGRAMME DE CONFIDENTIALITÉ DES ADRESSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, VEUILLEZ UTILISER L'ADRESSE DE BOÎTE POSTALE QUI VOUS A ÉTÉ ATTRIBUÉE. LE PRÉSENT FORMULAIRE EST UN DOCUMENT À ACCÈS PUBLIC.

La partie demanderesse La partie défenderesse demande au tribunal de déclarer coupable d'outrage au tribunal en raison d'une ou de plusieurs infractions aux dispositions de
 L'ordonnance civile de protection
 L'ordonnance civile de protection contre la violence dans les fréquentations émise le / / pour les raisons ci-dessous.

1. La partie défenderesse a enfreint l'ordonnance civile de protection de la ou des façons suivantes (Cocher toutes les réponses appropriées) :

- Maltraitance envers moi ou une autre personne protégée
- Voies de fait ou tentatives de voies de fait envers moi ou une autre personne protégée
- Menaces envers moi ou une autre personne protégée
- Prise en filature de moi-même ou d'une autre personne protégée
- Traque de moi-même ou d'une autre personne protégée
- Harcèlement de moi-même ou d'une autre personne protégée
- Relations sexuelles imposées à _____ moi-même ou une autre personne protégée
- Délit à caractère sexuel envers moi ou une autre personne protégée

2. La partie défenderesse n'a pas libéré le domicile situé à _____

3. La partie défenderesse a fait obstacle à ma possession exclusive du domicile situé à _____

En outre, la partie défenderesse a fait ce qui suit (cocher toutes les réponses appropriées) :

- A résilié l'abonnement à des services publics
 A résilié une police d'assurance
 A résilié des services de télécommunication (téléphone, internet ou câble)
 A interrompu la distribution du courrier
 A interrompu la livraison d'autre-s document-s ou article-s

4. La partie défenderesse n'a pas remis les clés ou télécommandes d'ouverture de la porte du garage du domicile dont l'ordonnance civile de protection accorde à la partie demanderesse l'usage exclusif.
5. La partie défenderesse est entrée ou s'est ingérée dans le domicile, l'école, l'entreprise, le lieu de travail, ou chez le prestataire de services de garderie ou de garde d'enfants des personnes protégées.
6. La partie défenderesse a enfreint la disposition relative à l'éloignement contenue dans l'ordonnance civile de protection.
7. La partie défenderesse a enfreint la clause de non contact de l'ordonnance civile de protection en (cocher toutes les cases appropriées) :
- Publiant sur les medias sociaux des photographies, des vidéos ou d'autres images de moi ou d'une autre personne protégée
 Me mentionnant, ou une autre personne protégée, sur les médias sociaux
 Me surveillant électroniquement, ou une autre personne protégée
8. La partie défenderesse n'a pas remis les clés du véhicule dont l'ordonnance civile de protection accorde à la partie demanderesse l'usage exclusif.
9. La partie défenderesse a enlevé, endommagé, caché ou éliminé des biens personnels ou des animaux de compagnie ou domestiques, ce qui constitue une infraction à l'ordonnance de protection.
10. La partie défenderesse a empêché la partie demanderesse de récupérer son animal de compagnie ou domestique, ce qui constitue une infraction à l'ordonnance civile de protection.
11. La partie défenderesse a incité ou encouragé une autre personne à agir en infraction avec l'ordonnance civile de protection.
12. La partie défenderesse a enfreint l'ordonnance civile de protection en possédant, utilisant, portant, obtenant ou omettant de remettre une arme létale, y compris des armes à feu et des munitions.
13. La partie demanderesse La partie défenderesse a enfreint les modalités provisoires du partage des droits et des obligations des parents (garde des enfants).
14. La partie demanderesse La partie défenderesse a enfreint l'ordonnance sur les droits de visite.
15. La partie défenderesse a enfreint la disposition relative à la pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint-e de l'ordonnance civile de protection.
16. La partie défenderesse a utilisé ou possédé de l'alcool ou des drogues illégales, ce qui constitue une infraction à l'ordonnance civile de protection.
17. La partie demanderesse La partie défenderesse n'a pas respecté son obligation de participation au programme d'intervention, ce qui constitue une infraction à l'ordonnance civile de

N° de dossier _____

protection.

- 18. La partie défenderesse a fait obstacle au transfert du service sans fil, a nui au fonctionnement d'un appareil sur le réseau, ou a souscrit de nouvelles obligations contractuelles ou financières liées au service sans fil objet du transfert, ce qui constitue une infraction à l'ordonnance de protection.
- 19. Autres infractions à l'ordonnance civile de protection ou explications supplémentaires (**si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page**) :

Je jure ou certifie que les réponses ci-dessus sont vraies, complètes et exactes, pour autant que je le sache. Je comprends que le fait de faire de fausses déclarations dans le présent document me rendrait passible de condamnation pour outrage au tribunal, et peut résulter en une peine d'emprisonnement et une amende, et également m'exposer à des sanctions pénales pour parjure (R.C. 2921.11.)

SIGNATURE DE LA PARTIE DEMANDERESSE/ DÉFENDERESSE DATE

NE RIEN INSCRIRE DANS LA SECTION SUIVANTE SI VOUS N'AVEZ PAS D'AVOCAT POUR CETTE AFFAIRE

Signature de l'avocat·e de la partie demanderesse

Nom

Adresse

Numéro d'inscription de l'avocat·e

Numéro de téléphone

N° de dossier _____

**AU TRIBUNAL COMMON PLEAS (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
COMTÉ DE _____, OHIO**

Partie demanderesse _____ : N° de dossier : _____

contre _____ : Juge/Magistrat·e _____

Partie défenderesse _____ :

DEMANDE DE PROCÉDURE DE SIGNIFICATION

INSTRUCTIONS AU OU À LA GREFFIER·ÈRE DU TRIBUNAL :

Conformément à Civ.R. 65.1(C)(4), veuillez signifier à la partie défenderesse une copie de la requête accompagnée de toutes les annexes à l'adresse ci-dessous et comme suit :

- Signification en mains propres
- Autre (spécifier) _____
- Courrier certifié avec accusé de réception

- Autre (adresse) : _____
- Signification en mains propres
- Autre (spécifier) _____
- Courrier certifié avec accusé de réception

INSTRUCTIONS SPÉCIALES À L'INTENTION DU SHÉRIFF :

SIGNATURE DE L'AVOCAT·E OU DE LA PARTIE DEMANDERESSE

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA SIGNIFICATION

La requête a été signifiée à la partie défenderesse le _____.

Nom et n° de badge de l'agent

Nom du service de police

Date

ATTESTATION D'ENVOI POSTAL PAR LE OU LA GREFFIER·ÈRE

La signification de la procédure a été expédiée par _____ ce ____ --

Témoïn : _____ Greffier·ère adjoint·e